

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DE
L'ELABORATION DE LA MAQUETTE NUMERIQUE BIM**

**DANS LE CADRE DU MARCHE DE CONCEPTION,
REALISATION ET AMENAGEMENT DE L'ETABLISSEMENT
PENITENTIAIRE DE NIMES-SUD (30)**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Date et heure limite de remise des offres :

12/05/2025 à 12h00

Sommaire

1	Objet de la consultation	3
1.1	OBJET DU MARCHE	3
1.2	CONTEXTE DE L'OPERATION.....	3
2	Conditions de la consultation	3
2.1	MODE DE PASSATION	3
2.2	FORME QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	3
2.3	NATURE DU MARCHE	3
2.4	VARIANTES ET OPTIONS	4
2.5	DUREE DU MARCHE	4
2.6	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.7	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
3	Pièces constitutives du dossier de consultation	4
4	Présentation des candidatures et des offres	5
4.1	DOSSIER DE CANDIDATURE- CONDITIONS DE PARTICIPATION	5
4.2	DOSSIER DE PRESENTATION DE L'OFFRE :	7
5	Jugement des candidatures & des offres	8
5.1	JUGEMENT DES CANDIDATURES	8
5.2	JUGEMENT DES OFFRES.....	8
5.3	NEGOCIATIONS.....	9
6	Conditions de remise des plis	9
6.1	TRANSMISSION ELECTRONIQUE DU PLI.....	9
6.2	SIGNATURE ELECTRONIQUE.....	10
6.3	TRANSMISSION DE LA COPIE DE SAUVEGARDE	10
6.4	ASSURANCE ET FRAIS DE TRANSPORT	11
7	Renseignements complémentaires	11
8	Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	12
9	Voies de recours	12
10	ANNEXE N°1 - CADRE DE REPONSE (document joint au DCE)	13
11	ANNEXE N°2 – DECLARATION SUR L'HONNEUR.....	13

1 Objet de la consultation

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet l'assistance technique au maître d'ouvrage dans le cadre du suivi de l'élaboration de la maquette numérique BIM par l'attributaire du marché pour la conception, la réalisation et de l'aménagement du centre de Pénitencier de Nîmes Sud (30).

Les missions du présent marché sont décrites dans le CCTP.

1.2 Contexte de l'opération

Dans le cadre d'une démarche globale d'augmentation du nombre de places en établissements pénitentiaires afin de tenter de résorber la surpopulation carcérale en France, le ministère de la Justice a décidé la construction d'un centre pénitentiaire à Nîmes, dans le Gard (30).

L'opération prévoit la construction de 700 places accueillant exclusivement des détenus hommes, et représentant une surface utile évaluée supérieure à 24 000 m².

1.3 – Enveloppe prévisionnelle

L'enveloppe prévisionnelle retenue pour la conception et la réalisation d'établissement pénitentiaire de Nîmes-sud (30) est de **135 600 000 € HT en date de valeur décembre 2023**, tranche ferme et tranches optionnelles incluses.

1.4 – Caractéristiques du marché de travaux

Les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché global sectoriel de conception réalisation pour la construction de l'établissement de Nîmes-Sud (30).

2 Conditions de la consultation

2.1 Mode de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique.

Une consultation s'est précédemment tenue en 2024 qui a été déclarée sans suite.

2.2 Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix. Les candidats pourront se présenter en agissant, soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement. En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou un groupement solidaire.

2.3 Nature du marché

Marché de prestations intellectuelles.

- **Mission BIM de suivi de la Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire :**

Le présent marché couvre l'application des missions confiées à l'AMO BIM correspondant au périmètre du projet regroupant l'ensemble des espaces et ouvrages en et hors enceinte de l'établissement, ainsi que ses équipements associés, hors la conception-réalisation du dévoiement de la route RD13 prévue en tranche optionnelle.

La solution technique retenue pour respecter les exigences de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager les parkings du projet sur au moins la moitié de leur superficie. Cette solution est prévue dans la mission.

La mission inclut aussi la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.

Dans ce périmètre, la mission intègre l'ensemble des éléments de missions listés à l'article 1.2 à la fois sur les phases d'étude de conception (APS, APD, PRO), que de préparation, de réalisation, de réception de travaux et suivi en GPA.

La mission, en sus du périmètre cité plus haut, les phases d'études APS, APD et PRO pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

2.4 Variantes et options

Les variantes et options ne sont pas autorisées.

2.5 Durée du marché

Le marché commence dès sa date de notification.

La durée globale du marché est fixée à l'article 5 de l'acte d'engagement.

Des délais intermédiaires d'exécution, propres à la réalisation de prestations spécifiques, sont précisés dans le CCAP (annexe 01).

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3 Pièces constitutives du dossier de consultation

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- le présent règlement de consultation et ses annexes :

- annexe n°01 : cadre de réponse de candidature
- annexe n°02 déclaration sur l'honneur d'indépendance
- l'Acte d'engagement (AE), et ses annexes
 - annexe n°1 : répartition du montant du marché par cotraitant ;
 - annexe n°2 : acte spécial de sous-traitance.
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexe :
 - annexe n°1 : Documents à remettre, délais de remise
 - annexe n°2 : cahier de charges BIM
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF),
- le cadre présentant les temps passés pas phase,
- le cadre de mémoire technique,
- le dossier de pièces d'informations suivantes :
 - Présentation de l'opération pénitentiaire
 - Résumé non technique (dossier d'enquête publique unique)
- le dossier d'appel à candidature conception-réalisation*
- Le cahier des charges BIM du DCE de conception-réalisation (protocole) *;
- Le niveau de développement des éléments demandés dans le protocole BIM*.

* Il est précisé que ces pièces sont fournies uniquement à titre d'information Elles pourront être précisées, à la marge, dans le cadre de la mise au point avec le groupement de conception-réalisation ou après validation par le Maître d'ouvrage lors de l'exécution du projet avec l'approbation de l'AMO BIM.

4 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

4.1 Dossier de candidature- conditions de participation

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché :

Situation juridique du candidat

1) **Une lettre de candidature** et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée (formulaire DC1 version du 01/04/2019) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander une nouvelle fois en cours de procédure et avant la notification du marché, que les candidats n'entrent pas dans le cas mentionné à l'article L. 2141-1 du Code de la commande publique.

2) Si **le(s) candidat(s) est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières

3) **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (**DC2**) et à reporter dans le **cadre de réponse**.

Capacités professionnelles et techniques

4) **Trois (3) références, par membre du groupement** le cas échéant, de moins de 3 ans, comparables à l'objet du marché (préciser pour chaque référence) à remplir dans le **cadre de réponse** :

- le nom du donneur d'ordre (maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur),
- ses coordonnées,
- le nom du maître d'œuvre (architecte ou bureau d'études),
- l'objet de l'opération,
- son adresse,
- sa surface en m² de Surface De Plancher,
- son calendrier (début-fin hors GPA),
- le montant hors taxes des travaux,
- la nature de l'intervention (missions),
- le montant hors taxes du marché du candidat.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

5) **Effectifs moyens annuels des 3 dernières années**, à remplir dans le **cadre de réponse** (fichier xls).

6) **Titres d'études et professionnels** des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché, à remplir dans le **cadre de réponse**.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>.

Le cadre de réponse de candidature doit être rempli et remis au pouvoir adjudicateur sous format natif .xls (ou similaire).

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéant. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

4.2 Dossier de présentation de l'offre :

A - Un projet de marché comprenant

1. **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes complétées(annexes 1 et 2 le cas échéant), accompagnés éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (cf. modèle d'acte de sous-traitance en annexe n° 2 de l'AE). Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 12.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 6.2 de l'acte d'engagement.

2. **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** complétée (cadre .xls à accepter sans modification). Tous les frais, y compris frais de déplacement, sont à inclure dans le montant de l'offre.

B - Un mémoire technique

A remplir selon le plan du cadre de mémoire transmis (dont le nombre de pages ne dépassera pas le nombre de pages indiquées dans le document cadre du mémoire technique), portant sur **l'organisation opérationnelle** mise en place et comprenant :

1. **Note de compréhension de la mission**, de ses enjeux et objectifs ;

2. **Les moyens humains avec la** liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché ainsi que la présentation de leur curriculum vitae ou équivalent et de leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération.

3. **La méthodologie** adoptée en vue d'assurer les prestations de chacune des missions, avec :

a. **L'indication précise des tâches** qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, y compris la répartition des compétences spécifiques,

b. **La méthodologie adoptée en termes d'utilisation de la maquette numérique.** Cette note présentera : les propositions pour l'utilisation de la maquette en support des formats traditionnels lors de l'exécution de ses missions, les modalités de collaboration avec les autres acteurs du projet autour de la maquette numérique, et les moyens dont le candidat dispose pour lire et exploiter une maquette numérique (format .ifc).

4. Un dossier synthétique qui peut être anonyme **d'exemples des livrables** (rapport d'analyse d'une maquette, descriptif de nomenclature et classification, compte-rendu de réunion) à remettre dans l'exécution du marché.

D - Une déclaration d'indépendance

Conforme au modèle de l'annexe n°2 au présent règlement de consultation. Le candidat doit fournir une déclaration décrivant la nature de ses éventuels liens avec les groupements candidats au marché de conception-réalisation du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30).

Il est précisé que cette déclaration concerne le candidat, ses cotraitants et ses sous-traitants ou autres opérateurs dont il disposerait des capacités pour l'exécution dudit marché.

Avant l'attribution du présent marché, la mise à jour de la déclaration figurant en annexe sera demandée au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Dans le cas où ce candidat ne présenterait pas d'indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché de conception-réalisation du centre de détention de Nîmes Sud, le présent marché ne lui serait pas attribué. Le 1er candidat par ordre de classement des offres, présentant une indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché de conception-réalisation, se verrait alors attribuer le marché.

5 Jugement des candidatures & des offres

5.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

5.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères, et de leur pondération, énoncés ci-dessous :

- **la valeur technique de l'offre pour 70 % :**
 - la qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle envisagée, notamment les CV mettant en exergue l'expérience et les compétences professionnelles des intervenants affectés à l'exécution de la mission et permettant d'apprécier l'adéquation des profils proposés et la répartition des tâches (25%)
 - la qualité et la pertinence de la méthodologie proposée pour réaliser l'ensemble des missions, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique, notamment la note de compréhension de la mission et la qualité des exemples (20%)
 - la pertinence et la cohérence des temps prévisionnels d'intervention mentionnés dans le cadre de réponse des temps passés (25%)
- **le prix des prestations pour 30 %, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'offre.**

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

5.3 Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, et compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée, l'acheteur se réserve la possibilité de négocier ou non.

Au cours des négociations qui seront engagées, le cas échéant, avec les candidats, les concurrents pourront être amenés à préciser, compléter ou modifier leurs propositions initiales.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

6 Conditions de remise des plis

6.1 Transmission électronique du pli

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2723848&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits. Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

6.2 Signature électronique

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

6.3 Transmission de la copie de sauvegarde

Suivant les dispositions de l'article de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir avant la date limite de remise des offres.

En cas de transmission par voie papier, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« APIJ – ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE DE NIMES-SUD– MISSION DE

AMO-BIM- CP Nîmes Sud (30)

-Copie de sauvegarde-

Ne pas ouvrir ».

En cas de transmission sur support papier ou support physique électronique, elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- la Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

6.4 Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

7 Renseignements complémentaires

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site PLACE.

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8 Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche

2° Sa nationalité

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

9 Voies de recours

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.

10 ANNEXE N°1 - CADRE DE REPONSE (document joint au DCE)

11 ANNEXE N°2 – DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration initiale (au stade de la remise d'offre, cocher la case correspondante)

Je soussigné

agissant au nom et pour le compte de la société

☐ déclare ne pas avoir connaissance que la société susvisée, ainsi que le cas échéant l'ensemble des cotraitants et sous-traitants qu'il est envisagé de faire intervenir pour l'exécution du présent marché, présentent des liens avec un groupement candidat à l'appel d'offres visant à attribuer le marché de conception-réalisation et aménagement du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30).

☐ déclare que la société susvisée (ou un de ses cotraitants ou sous-traitants qu'il est envisagé de faire intervenir pour l'exécution du présent marché) présente des liens avec le groupement candidat à l'appel d'offres visant à attribuer le marché de conception-réalisation et aménagement du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30).

.....
NB : conformément à l'article 5.2 du règlement de consultation, si le candidat au présent marché entretient des liens avec le groupement titulaire du marché de conception-réalisation, le présent marché ne pourra lui être attribué.

Fait à le

Mise à jour de la déclaration (ne pas compléter cette partie au moment de la remise d'offre)

Je soussigné

agissant au nom et pour le compte de la société

déclare que la société susvisée, ainsi que le cas échéant l'ensemble des cotraitants et sous-traitants qui interviendront pour l'exécution du présent marché, sont indépendants du groupement attributaire du marché de conception-réalisation et aménagement du centre pénitentiaire de Nîmes Sud (30), et m'engage à signaler toute modification ultérieure susceptible de remettre en cause cette indépendance.

Fait à

le

Liste des groupements admis à remettre une offre :

Groupe n°1 : EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON (Mandataire) / EIFFAGE CONSTRUCTION SUD EST (entreprise générale TCE) / CRR ARCHITECTURE (architecte paysagiste) / EGIS BATIMENTS SUD (BET-CFO/CFA-SSI-CVCD-PB-Incendie-VRD-Sûreté active) / ECOTONIA (BE génie Ecologique et préservation biodiversité) / EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES IDF (Entreprise sûreté active)

Groupe n°2 : BOUYGUES BATIMENT CENTRE SUD-OUEST (Mandataire) / BOUYGUES BATIMENT SUD-EST (Constructeur Entreprise générale) / VALODE & PISTRE ARCHITECTES (Architecture, urbanisme, signalétique) / WTFA - ARCHITECTES ASSOCIES (Architecture) / COLAS France (Terrassement - Voirie – Réseaux) / WSP France (Ingénierie TCE (Structure, VRD, Fluides, Thermique, Électricité, Coordination SSI) / TRIBU ENERGIE (écologie environnement) / DFENCO (sûreté – SSI)

Groupe n°3 : VINCI CONSTRUCTION (Mandataire) / SOGEA SUD BATIMENT (Entreprise générale, BIM Manager Phase réalisation et pilotage conception, Direction synthèse) / RICHEZ Associés (Architecte BIM Management phase conception Economie lots CEA Sûreté passive Paysagiste, Gestion d'un programme fonctionnel complexe) / I GREC (BET Pluridisciplinaire Fluides Sûreté Active, Sécurité et coordination SSI) / CABINET SCHEMBRI (BET Grandes Cuisines & Restauration Collective) / GAXIEU (BET VRD / Hydraulique) / OASIIS (BET QEB -performance Energétique et environnementales) / CAPSE (écologue) / SMP ACOUSTIQUE (Bet acoustique) / STRUCTURES ILE DE France (BET structure) / EUROVIA Languedoc Roussillon (ETS VRD)